



Conseil de sécurité

Débat sur le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine

New York, le 24 février 2023

Déclaration lue par Ignazio Cassis,
Ministre des Affaires étrangères de la Suisse

Merci Monsieur le Président.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, Mesdames et Messieurs les membres de l'ONU, Chers invités,

Je remercie le Secrétaire général António Guterres pour son engagement en faveur de la paix. Je tiens à vous assurer du soutien de la Suisse pour les actions de ce Conseil.

Lors de ma première visite en Ukraine, en octobre 2021, j'ai discuté avec les autorités politiques de réformes et de construction. Nous parlions alors d'un avenir stable et prospère pour ce pays.

Le contraste avec ma deuxième visite l'automne dernier à Kiev, sous les bombes, est glaçant. Et désolant.

L'agression russe contre l'Ukraine est un énorme choc pour la Suisse, dépositaire et partie aux Conventions de Genève. Mon pays est attaché aux principes de paix et de souveraineté, portés par la Charte des Nations unies.

Depuis 12 mois, cette Charte est violée et les conventions de Genève – qui fixent des limites à la barbarie de la guerre – sont bafouées.

Mais la Suisse croit en la force du droit.

J'appelle donc au respect intégral des règles essentielles du droit international humanitaire : La population civile, les blessés, les prisonniers et les infrastructures vitales doivent être protégées par toutes les parties au conflit et par tous les combattants.

Il est plus que nécessaire de rappeler ces engagements auxquels nous tous, ici dans cette salle, ici présents, avons souscrit.

Nous devons tout faire pour assurer leur respect sur le territoire ukrainien à feu et à sang.

Et que pouvons-nous faire concrètement ?

Nous pourrions par exemple nous réunir dans l'esprit de ces Conventions de Genève. Nous réunir pour discuter ensemble des moyens nécessaires à assurer qu'au cœur de ce conflit déchirant, on n'oublie pas ce qui nous définit en tant qu'Homme : le principe d'humanité.

La Suisse est prête à tout moment à réunir tout le monde autour d'une table. Afin de travailler pour un meilleur respect du droit international humanitaire et, finalement, pour la paix.

Nous commémorerons l'année prochaine les 75 ans des Conventions de Genève. N'attendons pas une année, nous devons agir maintenant.

Monsieur le Président, Chers collègues,

Après un an de guerre, nous devons mettre nos forces, nos idées et nos moyens en commun pour rétablir la sécurité en Europe et assurer le retour à une paix complète, juste et durable en Ukraine.

La Suisse salue dès lors la résolution adoptée hier par l'Assemblée générale. Il s'agit d'un signal clair exprimé par les Etats membres partisans - dans leur vaste majorité - pour la solidarité, le dialogue et la paix.

Pour que la paix en Ukraine soit possible, je réitère aujourd'hui notre appel à la Russie : il est grand temps de cesser toutes les hostilités et de retirer sans délai la totalité de ses troupes du territoire ukrainien.

Les agressions, les menaces et la désinformation nuisent au fondement de l'ordre international. Pour nous en prévenir, nous avons besoin d'un multilatéralisme fort et efficace. Nous avons besoin de restaurer notre confiance en nous, notre confiance mutuelle. Et de nous assurer que justice soit faite, pour que la Paix puisse être construite sur des fondations solides.

En tant qu'Etat neutre permanent, la Suisse respecte pleinement ses obligations découlant du droit de la neutralité. Elle ne privilégie aucun des belligérants sur le plan militaire.

Mais neutralité ne signifie pas indifférence !

On ne peut pas être indifférents face aux violations de nos droits fondamentaux !

Aux côtés de 40 autres Etats, la Suisse a déféré la situation en Ukraine à la Cour pénale internationale.

Et j'appelle désormais tous les Etats à coopérer avec la Cour. Face à des rapports faisant état de crimes de guerres, de violences sexuelles et d'autres violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme, nous ne pouvons pas rester les bras croisés.

Monsieur le Président,

La Suisse continue à soutenir l'Ukraine. En même temps, la Suisse n'oublie pas les victimes de tous les autres conflits du monde.

La Charte des Nations Unies, doit nous servir de boussole au-delà des frontières et de nos convictions. La Suisse se place du côté du droit international.

C'est une condition essentielle pour une paix durable – l'objectif auquel nous nous sommes engagés en tant que membres de ce Conseil de sécurité.

Merci pour votre attention.

Thank you Mr. Chair.

Ladies and Gentlemen, Members of the Council, Members of the UN, distinguished guests,

I thank Secretary-General António Guterres for his commitment to peace. I would like to assure you of Switzerland's support for the actions of this Council.

During my first visit to Ukraine in October 2021, I discussed reforms and construction projects with the political authorities. We were talking about a stable and prosperous future for this country.

The contrast with my second visit last fall to Kiev, under the bombs, is chilling. And distressing.

The Russian aggression against Ukraine is an enormous shock for Switzerland, as depositary and party to the Geneva Conventions. My country is committed to the principles of peace and sovereignty, as enshrined in the United Nations Charter.

For 12 months, this Charter is violated and the Geneva Conventions - which set limits to the barbarity of war - have been flouted.

Switzerland, however, believes in the power of law.

I therefore call for full respect of the essential rules of international humanitarian law: The civilian population, the wounded, prisoners and vital infrastructure must be protected by all parties to the conflict and by all combatants.

It is more than necessary to recall these commitments to which all of us here, all of us in this room, have subscribed.

We must do everything to ensure their respect on the territory of Ukraine, where war is raging.

And what can we do concretely?

We could, for example, meet in the spirit of these Geneva Conventions. We could meet to discuss the means necessary to ensure that in the midst of this heartbreaking conflict, we do not forget what defines us as human beings: the principle of humanity.

Switzerland is ready at any time to bring everyone around the table. In order to work for a better respect of international humanitarian law and, ultimately, for peace.

Next year we will commemorate the 75th anniversary of the Geneva Conventions. Let us not wait a year, we must act now.

Mr. Chair, dear colleagues,

After a year of war, we must gather our strengths, ideas and resources to restore security in Europe and ensure the return of a comprehensive, just and lasting peace in Ukraine.

Switzerland therefore welcomes the resolution adopted yesterday by the General Assembly. It is a clear signal from the vast majority of member states in favor of solidarity, dialogue and peace.

In order to make peace in Ukraine possible, I reiterate today our appeal to Russia: It is high time to cease all hostilities and to withdraw all its troops from Ukrainian territory without delay.

Aggression, threats and disinformation are damaging the foundation of the international order. To prevent this, we need strong and effective multilateralism. We need to restore our trust in each other, our mutual trust. And to ensure that justice is done, so that peace can be built on solid foundations.

As a permanent neutral state, Switzerland fully respects its obligations under the law of neutrality. It does not favour any of the belligerents in military terms.

But neutrality does not mean indifference!
We cannot be indifferent to violations of our fundamental rights!
Along with 40 other states, Switzerland has referred the situation in Ukraine to the International Criminal Court.

I now call on all states to cooperate with the Court. Faced with reports of war crimes, sexual violence and other serious violations of international humanitarian law and human rights, we cannot stand idly by.

Mr. Chair,
Switzerland continues to support Ukraine. At the same time, Switzerland does not forget the victims of all other conflicts in the world.

The United Nations Charter must serve as a compass beyond borders and convictions. Switzerland is on the side of international law.

This is an essential condition for lasting peace - the goal to which we have committed ourselves as members of this Security Council.

I thank you for your attention.